

Flexibilisation

L'UE mise sur une politique climatique axée sur le marché: allègement des péages et des normes CO₂ pour les poids lourds

Berne, 7 mai 2026

Le 5 mai, le Parlement de l'Union européenne a approuvé une modification des règles relatives à la tarification du transport routier. Cette décision permet d'exonérer les camions et bus zéro émission de péages et de redevances d'utilisation, ou de les faire profiter de tarifs sensiblement réduits, jusqu'au 30 juin 2031. En mars dernier, le Parlement européen avait déjà validé une adaptation du régime CO₂ pour les véhicules utilitaires lourds. Celle-ci permet aux constructeurs de camions d'accumuler plus facilement des crédits d'émission afin de compenser d'éventuels écarts par rapport aux objectifs au cours des années suivantes. Par ces mesures, l'UE répond aux réalités du marché concernant la montée en puissance des véhicules utilitaires zéro émission. Avec ses prescriptions plus strictes, la Suisse risque de se laisser distancer.

Le 5 mai, le Parlement européen a approuvé une modification ciblée des directives relatives à la tarification du transport routier pour prolonger jusqu'au 30 juin 2031 la possibilité d'exonérer de péage les camions et les bus respectueux de l'environnement. Les députés ont soutenu la proposition de la Commission visant à prolonger la possibilité d'exonérer les véhicules utilitaires lourds zéro émission des redevances d'utilisation et des péages, ou de leur appliquer des tarifs sensiblement réduits. Cette mesure sera prolongée de cinq ans et demi, soit du 31 décembre 2025 au 30 juin 2031.

Une flexibilisation sans remise en cause des objectifs à long terme

L'UE maintient ses objectifs de réduction à long terme pour les véhicules utilitaires lourds. Les émissions de CO₂ des camions neufs devront baisser, par rapport au niveau de 2019, de 15 % d'ici 2025, de 45 % d'ici 2030, de 65 % d'ici 2035 et de 90 % d'ici 2040. Les adaptations décidées en mars 2026 ne concernent pas les valeurs cibles, mais les modalités de mise en œuvre. Les constructeurs disposent désormais de davantage de possibilités pour accumuler des crédits de CO₂. Il s'agit de crédits d'émission pouvant être reportés sur les années suivantes afin de compenser d'éventuels écarts par rapport aux objectifs. Cela met fin au durcissement linéaire des valeurs cibles qui était initialement prévu entre 2025 et 2029. L'UE est convaincue que cette approche renforcera les investissements dans les camions et les bus sans émissions.

Des signaux forts pour une politique climatique axée sur l'économie

Du point de vue des importateurs suisses d'automobiles, ces décisions du Parlement européen constituent un signal majeur en faveur d'une politique climatique orientée vers le marché. **Thomas Rücker, directeur d'auto-suisse**, dit: «L'UE a corrigé son cap en toute cohérence: elle démontre que politique climatique et réalités économiques doivent être pensées et mises en œuvre de concert. La transformation du secteur des véhicules utilitaires ne réussira qu'au sein d'un écosystème fonctionnel. Alors que l'UE instaure la flexibilité indispensable pour les voitures de tourisme et désormais pour les véhicules lourds, la Suisse hésite et met en péril son rôle de pionnière de l'électrification du transport de marchandises. Tandis que d'autres assouplissent leur cadre, la Suisse envisage d'augmenter ses redevances ou d'en créer des nouvelles pour les véhicules électriques et ne juge pas nécessaire d'accorder un traitement similaire aux entreprises locales.»

La Suisse en tête du peloton européen pour les camions électriques

Pourtant, c'est justement le marché suisse des véhicules utilitaires qui montre que l'électrification progresse: avec près de 1'000 camions électriques de plus de 3,5 tonnes immatriculés l'an dernier, la Suisse a atteint une part de marché de plus de 22 %, le taux le plus élevé d'Europe. Dès lors qu'un cadre réglementaire garantit la sécurité des investissements à long terme, notamment par le biais d'un aménagement de la redevance poids lourds liée aux prestations (RPLP) pour les camions zéro émission, les entreprises sont prêtes à investir dans le développement des infrastructures.

Informations supplémentaires:

Frank Keidel, porte-parole

T 076 399 69 06

frank.keidel@auto.swiss

auto-suisse

auto-suisse, l'association des importateurs suisses officiels d'automobiles, s'engage pour renforcer la mobilité individuelle et professionnelle et crée de la valeur ajoutée pour la place économique et industrielle suisse. Les 39 membres représentent plus de 60 marques, importent plus de 90 % des véhicules neufs en Suisse et au Liechtenstein et servent ainsi leur plus de 4'000 agents de marque. Avec une valeur d'importation annuelle de 11 milliards de francs suisses, l'économie automobile est le troisième secteur d'importation de Suisse et occupe plus de 120'000 personnes sur l'ensemble du pays.